



## Action contre la Faim Termes de Référence

### Mission d'écriture d'un projet de résilience transfrontalière dans le Bassin du Lac Tchad

Financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Union Européenne (UE)

**Pays :** Cameroun, Niger, Tchad, Nigeria (Bassin du Lac Tchad)

**Lieu principale :** N'Djamena ou à distance avec un minimum de 4 semaines en présentiel sur l'ensemble de la période

**Date de démarrage souhaitée :** 15 avril 2022

**Durée du contrat de consultance :** 3 mois (extension possible selon deadline bailleur)

#### **Présentation d'Action contre la Faim**

Action Contre la Faim est une Organisation Non Gouvernementale professionnelle qui a pour vocation de lutter contre la faim dans le monde depuis 1979 et qui intervient dans 47 pays dont 24 pays africains. Action contre la Faim a pour mandat d'éradiquer la faim de manière intégrale et durable. Pour mener ce combat global contre la faim, notre action repose sur sept domaines d'expertise : sécurité alimentaire et moyens d'existence ; nutrition et santé ; eau, assainissement et hygiène ; santé mentale et pratiques de soin, genre et protection ; plaidoyer ; gestion des risques et désastres ; recherche et innovations.

#### **Présentation de CARE France**

CARE France est une association de solidarité internationale qui lutte contre la pauvreté dans des situations d'urgence et de développement. CARE met les femmes et les filles au cœur de ses programmes. Fondé en 1983, CARE France est l'un des 14 membres de l'association humanitaire CARE International.

#### **Présentation du Groupe URD**

Fondé en 1993, le Groupe URD est un think-tank indépendant spécialisé dans l'analyse des pratiques et le développement de politiques pour l'action humanitaire et la gestion des fragilités. Son expertise pluridisciplinaire, nourrie par des allers-retours permanents sur les terrains de crise et post-crise, lui permet d'appréhender le fonctionnement du secteur dans son ensemble. Attaché à l'échange de connaissances et à l'apprentissage collectif, il accompagne les acteurs de l'aide dans les processus d'amélioration de la qualité de leurs interventions.

## 1. Contexte

Depuis 2009, Boko Haram, puis JAS et ISWAP, se sont livrés à de violentes attaques, des enlèvements et d'autres activités brutales qui ont déstabilisé la région du bassin du lac Tchad (BLT). Après 12 ans de conflit, près de 16,5 millions de personnes ont besoin d'aide dans le bassin du lac Tchad.

Malgré un mouvement récent et sans précédent de redditions observé dans le nord-est du Nigeria, le conflit n'a pas de fin claire en vue. Les incidents de sécurité continuent de se multiplier et les populations locales sont souvent prises au piège de la violence, mettant leur survie en danger. La région de Borno au Nigeria et la région de l'Extrême-Nord au Cameroun sont les deux zones où le plus grand nombre d'incidents de sécurité a été enregistré dernièrement.

Les restrictions économiques et de mobilité imposées par l'armée, conçues pour bloquer les flux de revenus vers les groupes d'opposition armés, ont en pratique conduit à de sévères restrictions de la liberté de mouvement, affectant une grande partie de l'activité économique, y compris, entre autres, l'utilisation des taxis motorisés, le commerce de certains types de nourriture et de carburant, l'accès à la terre pour les agriculteurs et les éleveurs, et le fonctionnement des marchés dans les villages et villes les plus éloignés. Les infrastructures liées au commerce ont été délibérément prises pour cible par les groupes d'opposition armés, et la fermeture des frontières à des fins de sécurité a encore réduit les économies et les moyens de subsistance locaux tout en faisant augmenter le coût des produits de base.

Cette situation a contraint plus de 5,1 millions de personnes, dont des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), des réfugiés (à l'intérieur et à l'extérieur des camps), des retournés (anciens) et des ressortissants de pays tiers (NPT), à fuir leurs foyers dans le bassin du lac Tchad. Elle prive aujourd'hui des millions de personnes de leurs moyens de survie et limite l'accès aux services de base. En conséquence, dans les quatre pays touchés par la crise du lac Tchad, de nombreuses familles sont en proie à l'insécurité alimentaire : environ 16,5 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire de niveau "crise" ou "urgence" et plus de 2 millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë sévère<sup>1</sup>. Les flambées épidémiques sont fréquentes dans la région du lac Tchad, en raison de la faible couverture sanitaire et du manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. La pandémie de COVID-19 aggrave la situation actuelle, avec des risques encore plus élevés pour les groupes les plus vulnérables.

Au cours des deux dernières années, les efforts visant à répondre aux défis en matière de conflit, d'aide humanitaire et de sécurité en raison de l'insurrection de Boko Haram ont pris une dimension plus régionale - passant d'un effort militaire à un effort plus global impliquant des acteurs politiques, de développement, humanitaires et de paix opérant dans la région du bassin du lac Tchad.

En 2019, la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) a commencé à déployer la stratégie régionale pour la stabilisation, le rétablissement et la résilience des zones du bassin du lac Tchad touchées par Boko Haram. Cela a conduit à la mobilisation d'actions régionales pour remplir la

---

<sup>1</sup> ECHO, General Guidelines on Operational Priorities for Humanitarian Aid in 2022

deuxième phase du mandat de la FMM. En établissant un cadre régional commun, la Stratégie a galvanisé les acteurs de l'humanitaire, du développement et de la paix, mobilisant plus de 30 acteurs de l'humanitaire et du développement pour soutenir la CBLT dans la mise en œuvre de la RSS. En outre, grâce à la collaboration avec divers acteurs du triple nexus HDP, la CBLT a élaboré certaines politiques régionales qui seront présentées aux États membres pour l'adoption et lancé des études régionales qui éclaireraient les programmes politiques et l'élaboration des politiques tant au niveau régional qu'au niveau des États membres.

## 2. Présentation succincte du contexte de la consultance

La note de concept proposée intervient au moment où le projet RESILAC, mis en œuvre par Action Contre la Faim (Chef de file), CARE et le Groupe URD, entre dans sa dernière année de mise en œuvre (suite à la prolongation jusqu'au 31/12/2022) avec de nombreux résultats atteints ou en passe d'être atteints et plus de 110 000 bénéficiaires des actions du projet. Pour rappel RESILAC était financé à hauteur de 5 000 000 € sur fonds AFD et 31 100 000 € sur fonds EU Trust Fund.

Dans ce contexte, l'AFD et l'UE envisagent de poursuivre leurs actions d'appui à la résilience, au relèvement économique et à la cohésion sociale dans le Bassin du Lac Tchad à travers une intervention d'un montant équivalent, qui viserait à consolider les acquis projet RESILAC et développer une approche dans d'autres zones tout en prenant en compte les évolutions de contexte et les stratégies régionales ainsi que les forces et faiblesses de RESILAC déclinées dans les évaluations ROM (finalisée en juin 2021), Minka (finalisée en décembre 2021) et les travaux de capitalisation en cours.

L'Action serait très certainement localisée dans les régions riveraines du Lac ; au Tchad, dans les Provinces du Lac Tchad et de Hadjer Lamis ; au Cameroun, dans la région de l'Extrême Nord ; au Niger, dans la région de Diffa et ; au Nigeria, dans l'Etat de Borno. Cependant, des consultations finales avec les pays respectifs auront lieu avant la sélection finale.

L'objectif global de l'Action est de contribuer au redressement économique et social inclusif du BLT. Les objectifs spécifiques seraient :

- OS1 : Renforcer le capital humain et soutenir l'inclusion sociale des personnes déplacées, des retournés, des réfugiés et des personnes vulnérables dans les communautés hôtes
- OS2 : Améliorer les capacités des autorités, des OCB et des OSC aux niveaux régional, national et local autour du lac Tchad pour assurer la cohésion sociale et une meilleure gestion des ressources naturelles.
- OS3 : Favoriser la reprise économique et promouvoir le commerce transfrontalier grâce à l'accès à l'emploi et la diversification des systèmes agro-sylvo-pastoraux et piscicoles de production<sup>2</sup> adaptés au changement climatique.

Il s'agira notamment d'activités visant à améliorer la coopération et la coordination transfrontalières<sup>3</sup>, à créer des emplois et des sources de revenus durables pour les jeunes

---

<sup>2</sup> Afin d'assurer la durabilité, l'intensification et la modernisation des systèmes de production visent avant tout à sécuriser les systèmes existants

<sup>3</sup> Ex : : Identification de forces transfrontalières similaires pour la définition de filières à potentiel de compétitivité et de valeur ajoutée / Appui financier et technique aux producteurs pour la mise en œuvre de moyens pertinents de conservation et de valorisation des produits agricoles / Appui à la structuration des acteurs (organisations professionnelles, mise en réseau des acteurs, accès aux marchés) sous un angle régional/ Organisation de la formation et les échanges (visites croisées et ateliers multi-pays) pour identifier les besoins d'appui financier et

ruraux, les personnes déplacées, les réfugiés, les retournés et les communautés d'accueil de même qu'à soutenir les systèmes d'agriculture et de pêche afin qu'ils soient adaptés au changement climatique. Il pourrait notamment s'agir de formations, de soutien à la micro et petite entreprise, de développement de pratiques innovantes, de structuration des chaînes de valeur.

### 3. Objectif général de la Consultance

L'objectif de cette consultance auprès d'Action Contre la Faim, Care et Groupe URD est de coordonner les interactions entre les trois partenaires, l'AFD et l'UE, et de compiler et rédiger la proposition et tous les documents relatifs à la proposition de projet finale. Le consultant-e à recruter sera le lead de tout ce processus, avec l'appui des équipes des différentes missions pays et du bureau régional RESILAC.

### 4. Objectifs spécifiques et résultats attendus

Le rôle du/de la consultant-e est de coordonner tout le processus de rédaction et de co-construction du projet jusqu'à sa soumission finale aux bailleurs. Au cours de ce processus, la personne sélectionnée aura comme tâches entre autres de :

- Superviser la collecte des informations diverses nécessaires à une bonne compréhension du contexte ainsi que sa description. Cette activité demandera une contribution importante des équipes des membres du consortium sur le terrain ;
- Conduire des activités de brainstorming à distance avec les équipes des ONGs membres du consortium, l'AFD, l'UE, les partenaires locaux, et les autres acteurs clés pour élaborer la proposition de projet détaillée ;
- Procéder à l'évolution du cadre logique du projet en fonction des orientations des bailleurs et des membres du Consortium dont le Groupe URD;
- Proposer le budget draft des activités du projet avec l'appui des personnels des ONGs membres du consortium. Pour les coûts support, les équipes finance/ administration des ONGs du consortium feront leurs contributions avec une consolidation finale de la référente supports RESILAC ;
- Elaborer le draft de la proposition de projet ainsi que la version finale de la proposition après intégration des commentaires/ observations de toutes les parties impliquées ;
- Suggérer un organigramme de mise en œuvre du projet ainsi que les mécanismes de coordination entre membres du consortium et les autres parties prenantes (services de l'Etat, communautés, ...) pour une exécution efficace ;

### Planning indicatif du processus de rédaction

Action	Périodes indicatives
Démarrage du contrat du consultant	01 Avril 2022
Période de collecte des informations/ données pour une compréhension du contexte	Avril 2022
Atelier de planification stratégique	Avril 2022

---

technique aux producteurs pour la mise en œuvre de moyens pertinents de conservation et de valorisation des produits agricoles au niveau régional

<i>Rédaction de la proposition complète et d'un draft de budget</i>	Mai 2022
<i>Revue et prise en compte des différents commentaires/questions/modifications</i>	Mai 2022
<i>Derniers ajustements/ production de documents administratifs si nécessaire, finalisation des documents, etc.</i>	Mai – Juin 2022
<i>Soumission de la proposition à l'AFD<sup>4</sup></i>	Juin 2022

Idéalement, le consultant devra se rendre à N'Djamena à partir du 01 Avril pour conduire tout le processus décrit ci-haut. Toutefois, il pourra être envisagé également d'effectuer la prestation à distance, après un séjour d'au moins 2 semaines en présentiel au démarrage et à la finalisation du processus.

## 5. Livrables

- Note de présentation du projet complète
- Cadre logique du projet
- Chronogramme des activités
- Organigramme du projet
- Budget détaillé du projet
- Schéma de gouvernance du consortium

## 6. Durées et calendrier d'intervention

Le contrat de consultance débutera à la signature du contrat et s'étendra sur une durée de 3 mois, soit environ 66 jours.

## 7. Responsabilités d'Action contre la Faim :

### • Equipe du projet et Responsabilités d'Action contre la Faim

La coordinatrice régionale du projet RESILAC, basée à N'Djamena, sera l'interlocutrice principale du ou de la consultant-e. Elle facilitera l'accès aux équipes d'Action contre la Faim, CARE et du groupe URD, aux partenaires et aux interlocuteur-ice-s sur place et/ou à distance.

### • Responsabilités d'Action contre la Faim :

- Mise à disposition de la documentation du projet ;
- Mobilisation des interlocuteurs locaux et des communautés lors des missions de terrain du ou de la consultant-e ET/OU des échanges à distance ;
- Mise à disposition d'un-e membre de l'équipe pour assurer la traduction lors des visites terrain (si nécessaire) ;
- Validation des livrables fournis par le-a consultant-e ;
- La propriété intellectuelle des outils et des produits sera définie dans le contrat (à clarifier dans le contrat) ;
- Le-a consultant-e recevra un briefing sécuritaire et devra se conformer aux règles de sécurité définies par Action Contre La Faim au Tchad ;

<sup>4</sup> A noter que le calendrier est susceptible d'évoluer car l'échéance exacte de soumission de la proposition de projet n'est pas encore connue.

- Les frais de transports jusqu'à N'Djamena, ainsi que les frais liés aux démarches administratives ainsi qu'au logement seront à la charge du ou de la consultant·e.

## 8. Profil requis de l'Expertise

- Niveau Master 2 pro ou équivalent en humanitaire et/ou de la gestion de projet à vocation internationale, expertise dans le domaine de la résilience et des moyens d'existence ;
- Expériences avérées et réussies en coordination et écriture de propositions de projet en Consortium, voire en multi-pays ;
- Bonne connaissance du contexte BLT et du projet RESILAC idéalement ;
- Une connaissance de l'AFD et de l'UE, pour avoir mis en œuvre des projets AFD ou UE serait un grand atout ;
- Une connaissance d'Action Contre la Faim, de Care et du Groupe URD est un atout ;
- Capacité à coordonner le travail de multiples acteurs et de mobiliser les parties prenantes internes, au niveau du Siège et sur des terrains variés (impliquant des partenaires nationaux et internationaux) ;
- Connaissance des outils d'animation de réflexion collective à distance ;
- Autonomie, sens de l'initiative et de l'anticipation, bonne capacité à résoudre les problèmes ;
- Anglais et Français courant, lu, parlé et écrit. Le processus devra être mené dans les 2 langues ;
- Excellentes capacités rédactionnelles ;
- Capacité à travailler sous pression ;
- Bonne maîtrise de l'outil informatique.

## 9. Composition du dossier d'offre

Le dossier d'offre doit être composé d'une offre technique et financière détaillées.

L'offre présentera de manière succincte :

- Une brève présentation du ou de la consultant·e et ses collaborateurs dans le cas échéant avec son/leur expérience professionnelle (CV annexé(s)) ;
- Une liste des expériences passées de rédaction de conception de programmes et rédaction de propositions de projet ;
- Les détails des coûts des honoraires du ou de la consultant·e par rapport aux différentes phases de la mission ;
- Le détail des coûts des per diem du ou de la consultant·e et des coûts de déplacement et hébergement ;
- La proposition des modalités de paiement.

Les offres seront transmises, en version électronique avec pour objet « *Grant writer RESILAC II* » au plus tard le **07/04/2022** simultanément aux adresses suivantes: [coordoreg@resilac-actioncontrelafaim.org](mailto:coordoreg@resilac-actioncontrelafaim.org); [refsupport@resilac-actioncontrelafaim.org](mailto:refsupport@resilac-actioncontrelafaim.org).

Les propositions devront être adressés à : Coordinatrice Régionale RESILAC, bureau régional RESILAC, Action contre la Faim au Tchad, rue du Havre, N'Djamena, Tchad.